

BE-A0523\_716510\_800276\_FRE

# Inventaire des archives de la commune de Bevercé, 1917-1983



Het Rijksarchief in België  
Archives de l'État en Belgique  
Das Staatsarchiv in Belgien  
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	5
Consultation et utilisation.....	6
Conditions d'accès.....	6
Conditions de reproduction.....	6
Histoire du producteur et des archives.....	7
Producteur d'archives.....	7
Nom.....	7
Historique.....	7
Compétences et activités.....	8
Organisation.....	9
Archives.....	9
Historique.....	9
Acquisition.....	10
Contenu et structure.....	11
Contenu.....	11
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	11
Finances et fiscalité.....	11
Patrimoine.....	12
Etat civil.....	12
Population.....	12
Elections.....	13
Affaires militaires.....	13
Travaux publics.....	14
Enseignement.....	14
Bienfaisance ou assistance publique.....	14
Culte.....	14
Langues et écriture des documents.....	15
Sélections et éliminations.....	15
Accroissements/compléments.....	15
Mode de classement.....	16
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	19
I. Généralités.....	19
A. Registres des enquêtes publiques (" de commodo et incommodo ").....	19
B. Correspondance générale.....	19
C. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	19
II. Organisation et personnel.....	21
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	21
B. Organisation et membres des organes politiques.....	21
C. Personnel des services.....	21
III. Patrimoine.....	22
A. Biens immobiliers.....	22
21 - 28 Dossiers relatifs à l'acquisition et la vente de terrains à Burnenville. 1921-1977.....	22
29 - 34 Dossiers relatifs à l'échange et la vente de terrains à Géromont. 1929- 1976.....	22
36 - 37 Dossiers relatifs à l'échange et la vente de terrains à Xhoffraix. 1964- 1978.....	23
39 - 40 Dossiers relatifs à la vente de terrains à Bévercé. 1971-1976.....	23

B. Biens mobiliers.....	24
47 - 51 Dossiers relatifs aux ventes de bois. 1920-1938, 1976.....	24
IV. Finances et fiscalité.....	25
A. Généralités.....	25
B. Comptabilité du secrétariat.....	25
1. Budgets et annexes.....	25
55 - 63 Budgets annuels et annexes. 1929-1940, 1976.....	25
2. Emprunts.....	25
C. Comptabilité du receveur.....	26
1. Registres de comptabilité.....	26
65 - 81 Grands-livres des recettes et dépenses. 1921-1939, 1973, 1976...	26
2. Comptes et pièces justificatives.....	27
82 - 102 Comptes annuels et annexes. 1924-1939, 1970-1976.....	27
103 - 110 Pièces justificatives aux comptes. 1931, 1974, 1976.....	28
103 - 104 1931.....	28
105 - 107 1974.....	28
108 - 110 1976.....	29
D. Impositions et taxes.....	29
E. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	29
V. État civil.....	30
VI. Population.....	31
A. Généralités.....	31
B. Registres et mouvements de la population.....	31
124 - 137 Registres de population. 1921-1977.....	31
124 - 126 1921-1930.....	31
127 - 129 1931-1948.....	31
130 - 132 1949-1960.....	31
133 - 137 1960-1977.....	32
138 - 142 Registres des entrées. 1899-1976.....	32
143 - 146 Registres des sorties. 1922-1976.....	32
C. Recensements et autres états de la population.....	33
D. Cartes d'identité et passeports.....	33
151 - 152 Registres des cartes d'identité. 1922-1967.....	33
E. Étrangers.....	33
156 - 157 Registres des étrangers. 1945-1973.....	33
VII. Élections.....	35
A. Listes électorales et listes dérivées.....	35
161 - 162 Listes des électeurs généraux et communaux. 1946-1975.....	35
B. Révision des listes électorales.....	35
C. Dossiers des élections.....	35
166 - 168 Dossiers des élections communales. 1938, 1952, 1970.....	35
169 - 173 Dossiers des élections législatives. 1950-1974.....	35
VIII. Affaires militaires et guerres.....	37
A. Service militaire.....	37
174 - 210 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1940-1976.....	37
211 - 212 Registres des militaires en congé illimité. 1907-1938, 1945-1976...	39
B. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	39
C. Guerres et conséquences.....	40
IX. Ordre et sécurité publics.....	42
A. Police.....	42
1. Missions de police administrative.....	42
2. Missions de police judiciaire.....	43
B. Service d'incendie.....	43

X. Santé publique.....	44
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	45
A. Généralités.....	45
B. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	45
C. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	45
D. Services d'utilité publique.....	46
E. Aménagement du territoire.....	47
XII. Enseignement.....	48
XIII. Culture, sports et divertissements.....	49
XIV. Économie.....	50
A. Agriculture et sylviculture.....	50
B. Commerce.....	50
C. Circulation.....	50
XV. Affaires sociales.....	51
XVI. Commission d'assistance publique.....	52
A. Personnel.....	52
B. Patrimoine.....	52
C. Finances.....	52
293 - 294 Budgets annuels et annexes. 1937-1938.....	52
295 - 298 Comptes annuels et annexes. 1926-1938, 1974.....	52
299 - 306 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1926-1953.....	52
307 - 310 Pièces justificatives aux comptes annuels. 1930-1931, 1973, 1975.	
.....	53
XVII. Relations avec les cultes reconnus.....	54
A. Culte catholique romain.....	54
1. Paroisse Saint-Hubert de Xhoffraix.....	54
2. Paroisse de Malmedy.....	54
B. Église protestante de Malmedy - Saint-Vith.....	54

## Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:  
Commune Bévercé. Dépôt 2014

Période:  
1917-1983

Numéro du bloc d'archives:  
BE-A0523.6337

Etendue:

- Etendue inventoriée: 11.00 m
- Dernière cote d'inventaire: 319.00

Dépôt d'archives:  
Archives de l'Etat à Liège

## Consultation et utilisation

### *CONDITIONS D'ACCÈS*

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

### *CONDITIONS DE REPRODUCTION*

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

---

Histoire du producteur et des archives

## PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Bévercé (1925 - 1977)

## HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Bévercé dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Stavelot, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Bévercé (qui comprend les sections de Burnenville, Géromont et Xhoffraix) devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Malmedy<sup>1</sup>. En outre, la commune fait partie du département de l'Ourthe (1795-1814).

Le Congrès de Vienne de 1815 amorce le début de la " période prussienne " durant laquelle Bévercé est intégrée au cercle administratif ( *Kreis*) de Malmedy au sein de la *Rheinprovinz*<sup>2</sup>. Après la Première Guerre mondiale, le Traité de Versailles du 28 juin 1919 prévoit l'incorporation des cantons d'Eupen, Malmedy et Saint-Vith à la Belgique. Ces régions sont dans un premier temps administrées par le Haut-Commissariat royal d'Eupen-Malmedy, qui détient la plénitude des pouvoirs législatifs et exécutifs<sup>3</sup>, avant le rattachement effectif à la Belgique par la loi du 6 mars 1925. La commune fait désormais partie de la province de Liège et des arrondissements administratif et judiciaire de Verviers<sup>4</sup>.

En 1940, la commune est annexée au *Reich* par les décrets du Führer des 18 et 23 mai 1940. Ses citoyens doivent revêtir l'uniforme allemand et se battent sur les différents fronts. Bévercé repasse sous souveraineté belge à la libération. L'agriculture constitue la principale activité économique de la région. De nos jours, le tourisme est également une source importante de revenus. Au niveau religieux, on notera la présence de l'église Saint-Hubert à Xhoffraix ainsi que les chapelles de Saint-Antoine-Ermite à Bévercé et Saint-Hilaire à Burnenville. La population de Bévercé a augmenté de façon constante depuis le début du XXe siècle. En 1920, il y avait 1.720 habitants pour 1.900 en 1961 et 2.567 en 1976.

Le 1er janvier 1977, la commune de Bévercé est fusionnée avec les communes

---

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 Idem, p. 929.

3 WITTE E. et CRAEYBECKX J., La Belgique politique de 1830 à nos jours, Anvers, 1985, p. 169.

4 Idem.

---

de Malmedy et Bellevaux-Ligneuville pour former l'actuelle commune de Malmedy.

## COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux <sup>5</sup>".

Il convient de se rappeler que les réformes qu'entraîne l'indépendance de la Belgique ne concerneront la commune de Bévercé qu'après 1919, lorsqu'elle devient belge. La Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

---

5 Pasiomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.



## ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police. Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

## ARCHIVES

### HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette dispositions reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune, sur les dossiers centraux des communes de Bévercé et de Malmedy constitués par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds.

Une inspection des archives est faite en août 1973 par Madame Douxchamps-Lefevre, chef de section aux Archives Générales du Royaume. Le rapport succinct évoque une situation problématique, notamment la conservation partielle d'archives communales par un particulier, sans toutefois rentrer dans les détails. Après la fusion de 1977, les archives sont transférées dans la maison communale de Malmedy. Une deuxième inspection est menée par Bruno Dumont, archiviste aux Archives de l'État à Liège, en date du 30 novembre 1990. Ce dernier évoque une situation contrastée ; si certaines archives sont conservées dans des armoires, d'autres sont posées à même le sol, exposées à la poussière et aux éléments. La dispersion des fonds dans différents locaux est jugée regrettable et une série de mesures est proposée.

Une inspection est menée en 2014 par Laurence Druez, chef de travaux aux Archives de l'État à Liège. Cette dernière constate de nombreux manquements ; les pièces de stockage sont sales, les boîtes de conditionnement présentent des traces d'humidité et sont attaquées par la moisissure. De plus, le classement est défaillant, ce qui ne permet pas de retrouver facilement les documents.

En vue de remédier à ces inconvénients, la commune a signé une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'un bordereau d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique a été mis au point en parfaite concertation avec les différents services communaux.

## ACQUISITION

Les archives communales ont fait l'objet de plusieurs transferts aux Archives de l'État entre le 10 juin et le 13 novembre 2014.

## Contenu et structure

### CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont principalement trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Bévercé entre 1918 et 1977. On trouvera toutefois quelques documents antérieurs à la période belge, principalement dans le chapitre VIII sur les affaires militaires. Notons aussi la présence de quelques archives postérieures à 1977 : des dossiers d'urbanisme commencés avant la fusion des communes mais terminés après cette dernière. Les documents antérieurs à la Première Guerre mondiale, tout comme les archives de la période 1940-1944, font l'objet d'un inventaire séparé et sont conservés aux Archives de l'État à Liège. Procédons par grandes séries d'archives :

### CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

### FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

## PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

## ETAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

## POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de

recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

## ELECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux.

L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

## AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au

---

sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

## TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

## ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

## BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

## CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases

nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

## LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français ou en allemand. Notons la présence de quelques documents en anglais.

## SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :  
MARÉCHAL, Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.  
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

## ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les dossiers d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie <sup>6</sup>. L'absence de dépôt s'explique d'une part, par le maintien d'une utilité administrative et d'autre part, par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État.

---

6 [www.geoportail.wallonie.be](http://www.geoportail.wallonie.be).

## MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classification décimale universelle (CDU). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif <sup>7</sup>. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne <sup>8</sup>. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, sports et divertissements

---

7 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

8 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).



XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.



---

## Description des séries et des éléments

### I. GÉNÉRALITÉS

#### A. REGISTRES DES ENQUÊTES PUBLIQUES (" DE COMMODO ET INCOMMODO ")

- 1 Registre des enquêtes de commodo et incommodo. 1975-1976.  
1 cahier

#### B. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

- 2 Correspondance entrante à destination des autorités communales.  
1919-1939.  
1 liasse
- 3 Registre de la correspondance entrante et sortante. 1928.  
1 volume

#### C. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE

- 4 Dossier relatif à l'action intentée par l'entrepreneur Dehottay suite à des travaux dans la traverse de Hédomont. 1925.  
1 chemise
- 5 Dossier relatif au contentieux survenu suite à une coupe de bois illégale. 1927-1928.  
1 chemise
- 6 Dossier relatif aux contentieux immobiliers entre la commune et différents particuliers. 1927-1939.  
1 chemise
- 7 Dossier relatif à l'action intentée par la commune suite à une coupe de bois illégale. 1932-1933.  
1 chemise
- 8 Dossier relatif au contentieux sur la propriété d'un chemin à Géromont. 1933.  
1 chemise
- 9 Dossier relatif à l'action intentée par le coureur motocycliste Hansez contre la commune suite à un accident survenu sur le circuit de Francorchamps. 1933-1937.  
1 chemise
- 10 Dossier relatif au contentieux opposant la commune et un

particulier suite à un sapin brisé par le vent sur un terrain communal. 1935.

1 chemise

**11** Dossier relatif à l'action intentée par les communes ayant fait partie du Cercle d'Eupen visant à récupérer les biens du Cercle. 1935.

1 chemise

**12** Dossier relatif au contentieux opposant la commune et Louis Luxen suite à la pose d'une clôture qui empêche l'accès à un chemin communal. 1937-1940.

1 chemise

---

## II. ORGANISATION ET PERSONNEL

### A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

13 Rapports du collège des bourgmestre et échevins sur l'administration et la situation des affaires de la commune. 1971-1975.

4 cahiers

14 Dossier relatif à la fusion des communes. 1972-1975.

1 liasse

### B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

15 Dossier relatif aux déchéances de mandats prononcées à l'encontre de deux conseillers communaux. 1934-1936.

1 chemise

16 Dossier d'installation et de renonciation des membres du Conseil. 1967-1972.

1 chemise

### C. PERSONNEL DES SERVICES

17 Dossier relatif au statut du personnel suite à l'intégration de la région de Malmedy à la Belgique. 1918-1935.

1 liasse

18 Dossier relatif à la nomination d'employés. 1919-1939.

1 liasse

19 Dossier relatif à la nomination et au traitement du personnel. 1928-1938.

1 liasse

20 Dossier relatif au statut du personnel. 1962-1976.

1 chemise

## III. PATRIMOINE

## A. BIENS IMMOBILIERS

21 - 28 DOSSIERS RELATIFS À L'ACQUISITION ET LA VENTE DE  
TERRAINS À BURNENVILLE. 1921-1977.

21	Acquisition de domaines. 1921.	1 chemise
22	Vente d'une parcelle. 1966.	1 chemise
23	Vente d'un terrain dans le voisinage du circuit de Francorchamps. 1970-1973.	1 chemise
24	Vente de parcelles. 1971-1974.	1 liasse
25	Acquisition de deux parcelles. 1972.	1 chemise
26	Vente d'une parcelle. 1972.	1 chemise
27	Vente d'un terrain. 1973.	1 chemise
28	Vente d'une parcelle. 1976-1977.	1 chemise
29 - 34 DOSSIERS RELATIFS À L'ÉCHANGE ET LA VENTE DE TERRAINS À GÉROMONT. 1929-1976.		
29	Plan de lotissement de la parcelle section 11 n° 666/407. 1929.	1 pièce
30	Vente de parcelles. 1969-1976.	1 chemise
31	Vente d'une parcelle. 1972.	1 chemise
32	Vente d'une parcelle. 1974.	1 chemise
33	Échange de parcelles. 1975-1976.	

---

		1 chemise
34	Vente de deux terrains. 1976-1977.	1 chemise
35	Dossier relatif à la location par l'État de fagnes et de landes communales pour créer une réserve naturelle. 1957-1976.	1 liasse
36	36 - 37 DOSSIERS RELATIFS À L'ÉCHANGE ET LA VENTE DE TERRAINS À XHOFFRAIX. 1964-1978. Échange de parcelles. 1964-1972.	1 chemise
37	Vente de parcelles. 1972-1978.	1 liasse
38	Dossier relatif la vente d'une parcelle communale. 1970-1971.	1 chemise
39	39 - 40 DOSSIERS RELATIFS À LA VENTE DE TERRAINS À BÉVERCÉ. 1971-1976. Une parcelle. 1971.	1 chemise
40	Une parcelle. 1975-1976.	1 chemise
41	Dossier relatif à la vente d'un tronçon d'un chemin désaffecté à Arimont. 1972.	1 chemise
42	Dossier relatif à la vente de parcelles à Mont. 1972-1973.	1 chemise
43	Dossier relatif à l'achat d'un terrain afin de construire un terrain de football et une buvette. 1973.	1 chemise
44	Dossier relatif à l'échange de parcelles communales au lieu-dit de "Fraineux ". 1974-1975.	1 chemise
45	Dossier relatif à l'échange de terrains forestiers. 1976.	1 chemise

- 
- 46 Dossier relatif à la vente d'un terrain communal à Mont. 1977-1983. 1 chemise

*B. BIENS MOBILIERS*

- 47 47 - 51 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES DE BOIS. 1920-1938, 1976. 1920-1931. 1 liasse
- 48 1926-1932. 1 liasse
- 49 1931-1939. 1 liasse
- 50 1937-1938. 1 chemise
- 51 1976. 1 chemise
- 52 Dossier relatif aux aménagements des bois communaux et aux subsides reçus du Ministère de l'Agriculture. 1928-1939. 1 liasse
- 53 Extrait des états de martelage et des estimations des coupes de bois de la commune. 1935. 1 pièce



## IV. FINANCES ET FISCALITÉ

## A. GÉNÉRALITÉS

- 54 Dossier relatif au changement de devises suite à l'intégration de la région de Malmedy à la Belgique. 1921-1927. 1 liasse

## B. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

## 1. BUDGETS ET ANNEXES

- 55 55 - 63 BUDGETS ANNUELS ET ANNEXES. 1929-1940, 1976. 1929. 8 cahiers
- 56 1930. 4 cahiers
- 57 1931. 3 cahiers
- 58 1935. 9 cahiers
- 59 1936. 3 cahiers
- 60 1937. 5 cahiers
- 61 1939. 4 cahiers
- 62 1940. 3 cahiers
- 63 1976. 1 cahier
- 64 2. EMPRUNTS  
Dossier relatif à l'état des emprunts contractés par la commune. 1920-1939. 1 liasse

*C. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR*

## 1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

*65 - 81 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1921-1939, 1973, 1976.*

65	1921.	2 cahiers
66	1922.	1 cahier
67	1923.	4 cahiers
68	1924.	1 cahier
69	1925.	5 cahiers
70	1926.	2 cahiers
71	1927.	3 cahiers
72	1928.	1 cahier et 1 volume
73	1929.	3 cahiers
74	1931.	1 cahier
75	1934.	2 cahiers
76	1935.	2 cahiers
77	1937.	1 cahier
78	1938.	3 cahiers

---

79	1939.	2 cahiers
80	1973.	1 liasse
81	1976.	1 liasse

## 2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

82	<i>82 - 102 COMPTES ANNUELS ET ANNEXES. 1924-1939, 1970-1976.</i> 1924.	1 cahier
83	1927.	1 cahier
84	1928.	5 cahiers
85	1929.	6 cahiers
86	1930.	4 cahiers
87	1931.	4 cahiers
88	1932.	4 cahiers
89	1933.	4 cahiers
90	1934.	1 cahier
91	1935.	2 cahiers
92	1936.	9 cahiers
93	1937.	

3 cahiers

**94** 1938.

1 cahier

**95** 1939.

4 cahiers

**96** 1970.

1 cahier

**97** 1971.

1 cahier

**98** 1972.

1 cahier

**99** 1973.

1 cahier

**100** 1974.

1 cahier

**101** 1975.

2 cahiers

**102** 1976.

2 cahiers

*103 - 110 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1931, 1974, 1976.***103** 103 - 104 1931  
Première partie.

1 liasse

**104** Deuxième partie.

1 liasse

**105** 105 - 107 1974  
Première partie.

1 liasse

**106** Deuxième partie.

1 liasse

**107** Troisième partie.

---

		1 liasse
108	108 - 110 1976 Première partie.	1 liasse
109	Deuxième partie.	1 liasse
110	Troisième partie.	1 liasse
111	Correspondance relative à la gestion des comptes communaux. 1920-1936.	1 chemise
112	Dossier relatif à la vérification de la caisse communale. 1923-1938.	1 chemise
113	Registre d'inscription des contraintes de la commune. 1934-1940.	1 cahier
	<i>D. IMPOSITIONS ET TAXES</i>	
114	Dossier relatif à la taxe provinciale sur les panneaux d'affichage. 1975-1976.	1 chemise
115	Dossier relatif à la taxe sur les parcelles non bâties dans un lotissement non périmé. 1976.	1 liasse
	<i>E. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE</i>	
116	Dossier relatif aux affaires cadastrales et à la mise sous séquestre de biens appartenant à des Allemands. 1924-1939.	1 chemise
117	Correspondance relative à un litige entre le contrôleur du cadastre et le secrétaire communal. 1957.	1 chemise

- 118** V. ÉTAT CIVIL  
Correspondance générale. 1924-1934. 1 liasse
- 119** Dossier relatif aux demandes et déclarations de nationalité. 1929-1940. 1 liasse
- 120** Annexes au registre des actes de décès. 1930. 1 cahier
- 121** Correspondance générale et extraits d'actes provenant d'autres communes. 1935-1940. 1 liasse

## VI. POPULATION

## A. GÉNÉRALITÉS

- 122 Correspondance générale. 1935-1938. 1 liasse
- 123 Dossier relatif aux couples célébrant leurs noces d'or. 1974-1976. 1 chemise

## B. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

## 124 - 137 REGISTRES DE POPULATION. 1921-1977.

- 124 *124 - 126 1921-1930.*  
Xhoffraix. 1 volume
- 125 Géromont. 1 volume
- 126 Burnenville. 1 volume
- 127 *127 - 129 1931-1948.*  
Tome I (folio 1-150). 1 volume
- 128 Tome II (folio 151-350). 1 volume
- 129 Tome III (folio 351-600). 1 volume
- 130 *130 - 132 1949-1960.*  
Tome I (folio 1-200). 1 volume
- 131 Tome II (folio 1-200). 1 volume
- 132 Tome III (folio 1-300). 1 volume

---

133	133 - 137 1960-1977. Section de Burnenville.	1 volume
134	Section de Géromont-Chodes.	1 volume
135	Section de Géromont.	1 volume
136	Section de Bévercé-village.	1 volume
137	Section de Xhoffraix.	1 volume
138	138 - 142 REGISTRES DES ENTRÉES. 1899-1976. 1899-1921.	1 volume
139	1922-1940.	1 volume
140	1945-1957.	1 volume
141	1957-1967.	1 volume
142	1976.	1 volume
143	143 - 146 REGISTRES DES SORTIES. 1922-1976. 1922-1940.	1 volume
144	1945-1957.	1 volume
145	1957-1967.	1 volume
146	1967-1976.	1 volume



- 
- 147 Registre des radiations d'office. 1959-1969. 1 volume
- 148 *C. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION*  
Listes manuscrites des habitants des différents villages composant la commune. [ca 1940]. 1 chemise
- 149 Formulaire statistiques des mouvements de population. 1944-1973. 1 liasse
- 150 Liste des habitants classés par année de naissance depuis 1940. 1967. 1 chemise
- D. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS*
- 151 151 - 152 REGISTRES DES CARTES D'IDENTITÉ. 1922-1967. 1922-1938. 1 volume
- 152 1947-1967. 1 volume
- 153 Registre des cartes d'identité du village d'Arimont. [ca 1945]. 1 carnet
- 154 Registre des cartes d'identité des villages de Baugnez et Gohimont. [ca 1945]. 1 carnet
- E. ÉTRANGERS*
- 155 Correspondance générale. 1945-1947. 1 chemise
- 156 156 - 157 REGISTRES DES ÉTRANGERS. 1945-1973. Tome I 1945-1972. 1 volume
- 157 Tome II 1972-1973. 1 volume
- 158 Registre de contrôle des certificats d'inscription. 1966.

1 volume

159

Registre de contrôle des cartes d'identité. 1966.

1 volume

## VII. ÉLECTIONS

## A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

160 Liste des 20 électeurs les plus jeunes en vue de la désignation des assesseurs lors des élections générales du 2 avril 1939. 1939.  
1 chemise

## 161 - 162 LISTES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX ET COMMUNAUX.

1946-1975.  
161 1946-1959.  
1 liasse

162 1975.  
1 cahier

## B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

163 Registre aux délibérations du collège en matière de réclamations électorales. 1946.  
1 cahier

164 Registre des incapacités électorales. 1946.  
1 cahier

165 Dossier relatif à la révision des listes électorales. 1961-1971.  
1 liasse

## C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

166 - 168 DOSSIERS DES ÉLECTIONS COMMUNALES. 1938, 1952,  
1970.  
166 9 octobre 1938.  
1 chemise

167 12 octobre 1952.  
1 chemise

168 11 octobre 1970.  
1 liasse

169 - 173 DOSSIERS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES. 1950-1974.  
169 4 juin 1950.  
1 chemise

170	11 avril 1954.	1 chemise
171	26 mars 1961.	1 chemise
172	7 novembre 1971.	1 chemise
173	10 mars 1974.	1 chemise

## VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

## A. SERVICE MILITAIRE

174	174 - 210 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1940-1976. 1940.	1 chemise
175	1941.	1 chemise
176	1942.	1 chemise
177	1943.	1 chemise
178	1944.	1 chemise
179	1945.	1 liasse
180	1946.	1 chemise
181	1947.	1 chemise
182	1948.	1 chemise
183	1949.	1 chemise
184	1950.	1 chemise
185	1951.	1 chemise
186	1952.	1 chemise
187	1953.	1 liasse

---

188	1954.	1 chemise
189	1955.	1 chemise
190	1956.	1 liasse
191	1957.	1 liasse
192	1958.	1 liasse
193	1959.	1 liasse
194	1960.	1 liasse
195	1961.	1 liasse
196	1962.	1 chemise
197	1963.	1 chemise
198	1964.	1 chemise
199	1965.	1 liasse
200	1966.	1 liasse
201	1967.	1 liasse
202	1968.	1 liasse
203	1969.	1 liasse
204	1970.	

---

		1 liasse
205	1971.	1 liasse
206	1972.	1 chemise
207	1973.	1 liasse
208	1974.	1 liasse
209	1975.	1 liasse
210	1976.	1 liasse
211	211 - 212 REGISTRES DES MILITAIRES EN CONGÉ ILLIMITÉ. 1907-1938, 1945-1976. 1907-1938.	1 volume
212	1945-1976.	1 volume
213	Listes des militaires en congé illimité susceptibles d'être rappelés. 1939.	1 chemise
214	Documents annexes relatifs aux levées de milice. 1949.	1 liasse
215	<i>B. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX</i> Dossier relatif aux réquisitions militaires. 1924-1939.	1 liasse
216	Dossier relatif à l'utilisation de terrains communaux par l'armée. 1925-1928.	1 chemise
217	Dossier relatif aux réquisitions de chevaux. 1925-1930.	1 chemise

- 
- 218 Avis de réquisition et listes de voitures hippomobiles. 1936-1939.  
1 chemise
- 219 Dossier relatif aux réquisitions de foin. 1939-1940.  
1 chemise
- 220 Dossier relatif aux réquisitions militaires. 1966-1976.  
1 chemise
- 221 Dossier relatif aux dégâts occasionnés par des troupes lors des réquisitions militaires. 1967-1975.  
1 chemise
- C. GUERRES ET CONSÉQUENCES*
- 222 Dossier relatif aux tombes des soldats de la commune tués dans l'armée allemande. 1917-1922.  
1 chemise
- 223 Dossier relatif aux pensions de guerre. 1919-1939.  
1 liasse
- 224 Dossier relatif à l'érection d'un monument aux morts. 1921-1928.  
1 chemise
- 225 Lettre du Ministre de la Défense nationale visant à obtenir une liste des administrés de la commune mobilisés dans l'armée allemande en 1914-1918. 1935.  
1 pièce
- 226 Liste des anciens combattants ayant droit à une réduction sur les billets de chemin de fer. 1938.  
1 chemise
- 227 Dossier relatif aux mesures de mobilisation à prendre suite au déclenchement de la guerre entre la France et l'Allemagne. 1939.  
1 chemise
- 228 Laissez-passer allemands. 1940.  
1 chemise
- 229 Attestation du bourgmestre relative au vol d'un poste radio et d'un vélo par la Gestapo. 1972.  
1 pièce
- 230 Dossier relatif aux commémorations du Memorial Day au mémorial de Baugez. 1974-1975.



---

1 chemise

**231** Attestations d'incorporation forcée dans la Wehrmacht ou le Reichsarbeitsdienst (RAD). 1975.

1 liasse

**232** Attestation du bourgmestre relative à l'enrôlement de force de Léo Lejoly dans l'armée allemande. 1975.

1 pièce

## IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

## A. POLICE

## 1. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE

- 233 Dossier relatif aux demandes d'autorisation de détention des explosifs. 1923-1936. 1 liasse
- 234 Dossier relatif à la pose de panneaux de la circulation. 1928-1935. 1 chemise
- 235 Dossier relatif à l'organisation et la sécurité des courses automobiles et motocyclistes à Francorchamps. 1930-1976. 1 liasse
- 236 Dossier relatif à l'organisation de bals. 1946-1972. 1 chemise
- 237 Règlements et autorisations relatifs à la fermeture des établissements publics. 1952-1976. 1 chemise
- 238 Règlement, arrêté et plaintes relatifs à la pratique du camping sauvage. 1962-1972. 1 chemise
- 239 Arrêté et plaintes relatifs au stationnement des roulottes. 1966-1972. 1 chemise
- 240 Registre et correspondance relatifs à la possession de pigeons. 1968. 1 chemise
- 241 Rapport relatif aux dégâts causés par des enfants lors d'une colonie de vacances. [ca 1970]. 1 pièce
- 242 Arrêté relatif à l'interdiction des jeux de jackpot. 1972-1973. 1 chemise
- 243 Liste des détenteurs d'instruments de mesure à présenter au bureau des vérifications. 1974. 1 chemise
- 244 Autorisations diverses relatives à l'organisation de fêtes et

---

	kermesses. 1975-1976.	1 chemise
245	Autorisation de port d'arme. 1976.	1 pièce
246	2. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE Bulletins et extraits des condamnations judiciaires. 1930-1940.	1 liasse
247	<i>B. SERVICE D'INCENDIE</i> Correspondance générale. 1927-1939.	1 chemise

- 248** X. SANTÉ PUBLIQUE  
Dossier relatif aux maisons insalubres. 1967-1975. 1 chemise
- 249** Analyses de l'eau. 1973-1975. 1 chemise
- 250** Déclaration du collège des bourgmestre et échevins relative aux mesures à prendre pour arrêter la pollution de l'eau du Bayehon. 1976. 1 pièce

---

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,  
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. GÉNÉRALITÉS

- 251 Correspondance entrante relative aux travaux à entreprendre sur le territoire communal. 1938-1940. 1 liasse

B. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS  
IMMOBILIÈRES DIVERSES

- 252 Dossier relatif à l'entretien des bâtiments scolaires. 1924-1939. 1 chemise
- 253 Dossier relatif à l'entretien et à la gestion du cimetière. 1927-1938. 1 chemise
- 254 Dossier relatif à l'entretien et à la gestion de l'auberge de jeunesse. 1952-1973. 1 liasse
- 255 Inventaire des bâtiments affectés aux activités sportives. 1973-1976. 1 chemise

C. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS,  
LES QUAIS)

- 256 Dossier relatif à l'entretien des voies. 1919-1933. 1 liasse
- 257 Dossier relatif à l'amélioration d'un chemin à Géromont. 1920-1927. 1 liasse
- 258 Lettre d'habitants de la commune demandant la reconstruction du chemin conduisant d'Arimont à Waimes. 1922. 1 pièce
- 259 Dossier relatif aux travaux de réfection du chemin de Xhoffraix vers Hockai. 1922-1923. 1 chemise
- 260 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin de Xhoffraix à Longfaye. 1923-1928. 1 liasse

- 
- 261 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin de Hédomont vers Lamonrville. 1925. 1 liasse
- 262 Dossier relatif aux travaux d'élargissement du pont de Xhoffraix. 1936-1938. 1 liasse
- 263 Dossier relatif à l'amélioration du chemin de Burnenville à Meiz. 1937. 1 chemise
- 264 Dossier relatif à l'amélioration du chemin de Falise à Xhurdebise. 1952-1953. 1 liasse
- 265 Plans de la commune établis par un géomètre-juré. 1955-1959. 1 liasse
- 266 Dossier relatif à la création d'une route de Mont à Xhoffraix. 1965. 1 liasse
- 267 Dossier relatif au déclassement d'un chemin communal reliant la grand-route Malmedy-Eupen à Bévercé-village. 1970. 1 chemise
- D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE*
- 268 Correspondance générale relative au réseau ferroviaire dans la commune. 1923-1936. 1 liasse
- 269 Dossier relatif à l'écoulement des eaux passant à la ferme Giet à Longfaye. 1926. 1 chemise
- 270 Dossier relatif aux travaux de raccordement à l'eau courante et à l'entretien du réseau. 1928-1936. 1 chemise
- 271 Dossier relatif à la construction du réseau électrique sur le territoire de la commune. 1928-1938. 1 liasse
- 272 Dossier relatif aux travaux de raccordement et aux abonnements au téléphone. 1947-1961. 1 chemise

273

*E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*  
Permis de bâtir. 1922-1937.

1 liasse

## XII. ENSEIGNEMENT

- 274 Grand-livre des recettes et dépenses des écoles primaires. 1922.  
1 cahier
- 275 Dossier relatif aux subventions de traitements et aux subventions  
de fonctionnement allouées aux écoles. 1964-1974.  
1 chemise
- 276 Dossier relatif aux activités socio-culturelles et sportives. 1970-  
1974.  
1 chemise
- 277 Correspondance du corps enseignant communal relative aux  
mesures à prendre pour améliorer l'environnement de travail et les  
cours. 1971.  
1 chemise
- 278 Dossier relatif à l'organisation des cours. 1974-1975.  
1 chemise



XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS

- 279 Dossier relatif aux activités du syndicat d'initiative. 1966-1974.  
1 chemise
- 280 Dossier relatif à la gestion des bibliothèques de Burnenville,  
Chôdes, Géromont et Xhoffraix. 1969-1973.  
1 chemise
- 281 Recensement des infrastructures culturelles, artistiques et  
sportives dans la commune. [ca 1970].  
1 chemise
- 282 Dossier relatif au don d'un sapin de Noël au Grand Quartier général  
des puissances alliées en Europe (SHAPE). 1975-1976.  
1 chemise

## XIV. ÉCONOMIE

*A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE*

283 Dossier relatif à l'amélioration des espèces bovines et porcines.  
1921-1938. 1 chemise

284 Dossier relatif à l'établissement d'un rucher sur le territoire  
communal. 1976. 1 chemise

*B. COMMERCE*

285 Dossier relatif à l'attribution de la carte de commerçant ambulant.  
1974-1976. 1 chemise

*C. CIRCULATION*

286 Dossier relatif à la gestion de la gare de chemin de fer de Meiz.  
1923-1937. 1 chemise

- 287** XV. AFFAIRES SOCIALES  
Registre social de la caisse d'épargne et de crédit de Xhoffraix.  
1921-1940. 1 volume
- 288** Dossier relatif à la participation de la commune à la caisse  
régionale de Malmedy. 1923-1933. 1 liasse
- 289** Dossier relatif aux demandes d'assistance d'invalides et estropiés.  
1935. 1 chemise

## XVI. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

*A. PERSONNEL*

290 Dossier relatif à la nomination de Charles David comme délégué au comité de conciliation. 1972. 1 chemise

291 Dossier relatif à la nomination de René Grenier et Marcel Goffin comme secrétaires. 1973-1976. 1 chemise

*B. PATRIMOINE*

292 Dossier relatif à la location de terrains. 1914-1938. 1 chemise

*C. FINANCES*

293 293 - 294 BUDGETS ANNUELS ET ANNEXES. 1937-1938. 1937. 1 cahier

294 1938. 1 cahier

295 295 - 298 COMPTES ANNUELS ET ANNEXES. 1926-1938, 1974. 1926. 2 cahiers

296 1934. 2 cahiers

297 1938. 1 cahier

298 1974. 1 cahier

299 299 - 306 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1926-1953. 1926. 1 cahier

300 1928.

---

		1 cahier
301	1929.	1 cahier
302	1934.	1 cahier
303	1935.	1 cahier
304	1938.	1 cahier
305	1939.	1 cahier
306	1953.	1 volume
307	307 - 310 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES ANNUELS. 1930-1931, 1973, 1975. 1930.	1 liasse
308	1931.	1 liasse
309	1973.	1 chemise
310	1975.	1 chemise
311	Procès-verbal de vérification de la caisse de l'assistance publique. 1933-1938.	1 chemise
312	Journal-livre de caisse. 1939.	1 cahier
313	Grand-livre des recettes de l'hôpital Saint-Joseph. 1940.	1 cahier

---

XVII.RELATIONS AVEC LES CULTES RECONNUS

*A. CULTE CATHOLIQUE ROMAIN*

1. PAROISSE SAINT-HUBERT DE XHOFFRAIX

- 314 Dossier relatif à la gestion de la fabrique d'église. 1923-1939.  
1 liasse
- 315 Dépenses de la fabrique d'église et du couvent de Xhoffraix. 1933-1936.  
1 pièce
- 316 Extraits du registre aux délibérations du conseil de fabrique. 1973-1975.  
1 chemise
- 317 Dossier relatif à la vente et la location de terrains de la fabrique. 1971-1975.  
1 chemise
2. PAROISSE DE MALMEDY
- 318 Correspondance relative aux finances de la fabrique d'église. 1923-1929.  
1 chemise
- B. ÉGLISE PROTESTANTE DE MALMEDY - SAINT-VITH*
- 319 Budgets annuels et annexes. 1973-1974.  
1 chemise